



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 20 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CA Grand Châtelleraut

78 boulevard Blossac
86100 Châtelleraut

Références : 2025 1412 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007203384

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2025 dans la déchetterie exploitée par la communauté d'agglomération de Grand Châtelleraut implantée 20 rue des Dames de Naintré 86530 Naintré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA Grand Châtelleraut
- 20 rue des Dames de Naintré 86530 Naintré
- Code AIOT : 0007203384
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite au programme global d'amélioration du réseau des déchetteries de son territoire, la CAGC a souhaité la mise en conformité et l'extension de trois de ses déchetteries (« Laumont » à Naintré et « La Massonne » & « Les Nonnes » à Châtelleraut), la fermeture de deux déchetteries à Bonneuil-Matours et à Vouneuil sur Vienne et la création d'une nouvelle déchetterie à Bonneuil-Matours au lieu-dit « L'Oisillon ».

La déchetterie historique de Naintré a subi des travaux d'agrandissement et de mise en conformité courant 2016 passant sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Suites données à la précédente visite du 20 novembre 2024
- ATEX
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Action nationale « Trackdéchets RNDTS »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 7.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Consistance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 1.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 7.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Conditions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 8.1.1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 4.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 7.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R541-45	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R541-43	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de répondre aux faits susceptibles d'entraîner des suites, notamment concernant : la formation du personnel au risque incendie, la vérification des impacts éventuels liés aux modalités d'organisation de la déchetterie, les moyens de lutte contre l'incendie,

le contrôle de l'intégrité et de l'étanchéité du bassin de rétention, le nettoyage des rétentions des bungalows de stockage, les actions correctives relatives à la borne à huile, la mise à jour du registre chronologique des déchets sortants conformément aux dispositions réglementaires (code déchet, code traitement, etc.). Une visite sera réalisée courant 2026 afin de vérifier la mise en œuvre de ces actions. En cas de non-conformité, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u> Pour l'ensemble des déchetteries de la Communauté d'Agglomération de Grand Châtelleraut (CAGC), les responsables désignés sont deux chefs d'équipe. Malgré la formation des agents à la manipulation des déchets diffus spéciaux (Eco-DDS), l'exploitant ne dispose pas sur site des attestations de formation des responsables et des opérateurs. De plus, aucun agent n'a reçu de formation aux risques incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction.</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u> Le listing des formations réalisées par les deux chefs d'équipe a été transmis à l'inspection par courrier en date du 3 mars 2025. Ce courrier précise qu'une formation sur le risque incendie et la manipulation des moyens d'extinction a fait l'objet d'une demande auprès du service des ressources humaines de la collectivité et qu'une attestation sera transmise dès que les agents auront été formés. Lors de notre visite, il nous a été indiqué que cette formation est programmée pour le début de l'année 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Former les opérateurs aux consignes liées au risque incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction présents sur le site, et transmettre les attestations de formation à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Consistance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 1.2.4
Thème(s) : Autre, Capacité de l'installation
Prescription contrôlée : « L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• Un local gardien en haut de quai (bureau, sanitaires, local technique) ;• Deux compacteurs pour les déchets cartons et les déchets tout-venant ;• Une plate-forme de 656 m² étanche et incombustible recueillant les déchets verts ;• Une plate-forme de déchargement située en haut de quai constituée de 8 épis regroupant :<ul style="list-style-type: none">➤ 7 caissons métalliques de 30 m³ chacun pour les déchets suivants : bois, cartons, tout-venant, ferraille, meubles et plastiques durs ;➤ 1 caisson rehaussé de 10 m³ dédié aux gravats ;• 1 conteneur maritime de 30 m³ pour la recyclerie ;• 2 conteneurs de 15 m³ chacun pour chacun des déchets suivants : DEEE dangereux et DEEE non dangereux ;• 1 conteneur de 30 m³ pour les pneus ;• 1 conteneur métallique de 17 m³ pour les déchets ménagers spéciaux (DMS) dont les batteries (la capacité de stockage pouvant atteindre 30 m³) ;• 1 support de sac permettra de réceptionner 10 m³ pour le polystyrène ;• 1 benne de 16 m³ pour les DEL (déchets d'emballage légers) ;• 2 conteneurs de 4 m³ chacun pour chacun des déchets suivants : verre et journaux / magazines / revues ;• 1 contenant couvert et étanche de 5 m³ pour les déchets d'emballage légers (films plastiques) ;• 2 contenant de 0,25 m³ pour CD/DVD et Ampoule/Néon ;• 1 globe de 800 litres pour collecter les huiles de vidange usagées ;• 1 fût en métal de 200 litres pour collecter les piles ;• 1 conteneur placé dans un local dédié pour collecter 12 kg maximum de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI). »
Constats : <u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u> L'inspection constate la présence, en haut de quai, de zones limitées de collecte complémentaires dans le cadre de la collecte des déchets entrant dans les filières de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) récentes, notamment pour le bricolage, le jardinage, les jouets, ainsi que pour le sport et les loisirs. L'exploitant signale avoir arrêté la collecte des DASRI et des DEL (Déchets d'Emballages Légers). L'inspection rappelle que tout changement dans l'organisation ou l'affectation des bennes ou des zones de collecte doit conduire à une réévaluation de l'étude de danger et des impacts associés. <u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u> Un courrier en date du 3 mars 2025 a été transmis à l'inspection. Il précise les nouvelles modalités d'organisation, notamment l'affectation des bennes et des zones de collecte, faisant suite à notre visite du 20 novembre 2024. Ce courrier indique également qu'une étude est en cours, réalisée par le bureau d'études AUSTRAL, afin de nous transmettre les éléments d'appréciation relatifs à l'évaluation des impacts et des dangers, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour les limiter.

Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre cette étude sous un délai de deux mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection le porter à connaissance complété par les éléments d'appréciation relatifs à l'évolution des impacts et des dangers, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour les limiter, réalisé par le bureau d'études AUSTRAL, conformément aux indications du courrier précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. »
Constats : <u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u> L'exploitant dispose d'un plan général du site indiquant pour chaque zone de stockage les types et volumes de déchets entreposés ainsi que les risques associés. Ce plan doit être complété par l'ajout des zones ATEX (Atmosphère Explosible) potentiellement présentes sur le site, ainsi que par tous les dispositifs de sectionnement permettant de limiter tout écoulement en dehors du site (comme les vannes de sectionnement). L'inspection constate que la vanne de sectionnement est placée en aval du débourbeur-déshuileur (DSH). En cas de sinistre, il conviendra de faire curer le DSH avant la réouverture de la vanne de sectionnement afin d'éviter toute pollution extérieure.
<u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2024 :</u> Un délai supplémentaire a été demandé par courrier en date du 3 mars 2025. Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre le plan général complété sous un délai de deux mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour et compléter le plan général avec les éléments manquants notamment les zones de stockages des déchets des nouvelles filières REP, les zones atex et la vanne de sectionnement. Transmettre le plan amendé à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></p> <p>L'installation est dotée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours en période ouvrée (téléphone mobile) ; • un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, conformément à l'article 7.1.1 ; • deux extincteurs ; • un poteau incendie ; • un bassin de rétention et une vanne de sectionnement pour collecter les eaux d'extinction d'un incendie. <p>L'exploitant ne dispose pas de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours qui justifie la conformité des prises de raccordement aux normes en vigueur, permettant ainsi au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m³/h. L'inspection est étonnée que le site ne dispose que de deux extincteurs. L'exploitant indique que ce nombre était prévu dans le dossier de demande d'autorisation initiale. L'inspection constate la présence anormale de végétaux dans le fond du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></p> <p>Dans le courrier de réponse du 3 mars 2025, l'exploitant précisait qu'il avait contacté le SDIS pour vérifier le débit du poteau incendie et qu'il était en attente du retour du SDIS. Lors de notre visite, l'exploitant précise que l'entreprise en charge de la vérification annuelle des extincteurs sera missionnée afin d'évaluer les moyens de lutte contre l'incendie et qu'un devis a été demandé à l'entreprise ORTEC pour la vidange et le curage du bassin de rétention, ainsi que pour le contrôle de son étanchéité. L'intervention est prévue courant décembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • justifier que le nombre d'extincteurs et leur type sont suffisants et adaptés au site ; • justifier le débit minimum de 60 m³/h du poteau incendie ; • éliminer les végétaux présents dans le bassin de rétention et curer le fond du bassin de rétention ; • transmettre les justificatifs d'élimination de ces déchets ; • contrôler et justifier l'intégrité structurelle et l'étanchéité de la bâche du bassin de

rétenion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique et maintenance des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></p> <p>Le site compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux extincteurs : contrôle réalisé le 22 mai 2024 par la SARL DEFMI ; • des détecteurs de fumées : le contrôle des piles est réalisé ponctuellement via le bouton test présent sur les détecteurs néanmoins le déclenchement en présence de fumée de ces dispositifs n'est pas testé ; • des installations électriques : le contrôle relève les non-conformités suivantes :liaison équipotentielle : armoire compteur : présence d'une terre non branchée ;protection contre les surintensités du circuit d'éclairage extérieur : protection contre les court-circuits non assuré : à remplacer par une courbe B ;PC dans des locaux autres que bureaux : compacteur n°2 / prise de courant tri / circuit alimentant des prises de courant non protégé par dispositif DR haute sensibilité : en installer un (Idn 30mA maximum) ;coffret électrique de circuits terminaux produit dangereux : Non identifié : Identification à réaliser ;matériel BT extérieur : chariot moteur-pompe : câble d'alimentation défectueux : à reconnecter dans le presse-étoupe. <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></p> <p>Les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle annuel en juin 2025. Il a été noté, à la lecture du courrier du 3 mars 2025, que le contrôle du détecteur de fumée intégrera désormais un test avec générateur de fumée. Un registre des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie doit être mis en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection le registre de vérification des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie, une fois celui-ci mis en place, ainsi que la levée des non-conformités constatées dans le rapport sur les vérifications électriques du 6 décembre 2024 (ERP et code du travail).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Conditions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 8.1.1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des huiles usagées

Prescription contrôlée :

« Les huiles minérales ou synthétiques apportées par les usagers sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :

L'inspection a constaté que les huiles minérales sont collectées dans une borne dédiée, constituée d'une cuve double enveloppe. Cependant, la borne présente plusieurs points critiques :- protection insuffisante : le bardage surplombant la borne et sa zone de rétention est insuffisant pour la protéger des intempéries, la rendant vulnérable aux infiltrations d'eau ; - pollution visible : la zone de transvasement et le sol sont souillés par de l'huile usagée ; - doutes sur la rétention : l'exploitant affirme que la borne est placée sur une rétention contenant du sable. L'inspection doute de l'étanchéité de cette rétention, car elle n'est pas hors d'eau et n'a jamais débordé, laissant supposer qu'elle n'est pas conçue pour retenir les fuites d'huile.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Pour faire suite à la transmission en date du 3 mars 2025, il a été noté qu'une étude est en cours de réalisation par le BET AUSTRAL afin d'optimiser les déchetteries. Cette étude prévoit notamment la mise en place d'un dispositif de stockage des huiles à l'abri des intempéries. Les actions correctives seront mises en œuvre en fonction des recommandations émises. Un devis est actuellement en attente de la société ORTEC pour le remplacement du sable du bac, accompagné d'un test d'étanchéité. Lors de la visite, il a été constaté l'absence d'évolution des constats mentionnés lors de la précédente inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- améliorer la protection : Il est nécessaire de placer hors d'eau la borne de collecte des huiles usagées contre les intempéries;
- nettoyer la rétention : la zone de transvasement et le sol doivent être nettoyés pour éliminer les traces d'huile usagée. Le sable présent sous la borne doit être évacué vers une installation pouvant accueillir ce type de déchets dangereux ;
- transmettre le BSD d'évacuation du sable souillé ;
- vérifier l'étanchéité de la rétention : l'étanchéité de la rétention doit être vérifiée et confirmée par un test d'étanchéité. Si elle n'est pas étanche, il est nécessaire de la

remplacer par une solution conforme aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets d'eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets « [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : 30 °C pH : compris entre 5,5 et 8,5 Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l »</p> <p>Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales « L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (1) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u> Le contrôle de la qualité des eaux en sortie du deshuileur-débourbeur présenté par l'exploitant date du 18 février 2022 par la société IANESCO. L'inspection rappelle que le contrôle de la qualité des eaux doit être réalisé a minima tous les ans. Les résultats présentés sont conformes aux valeurs limites néanmoins le contrôle du pH et de la couleur n'a pas été réalisé par le laboratoire.</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u> Dans le courrier du 3 mars 2025, il a été noté que le contrôle du pH et de la couleur sera intégré aux prochaines analyses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection le dernier contrôle de la qualité des eaux en sortie du deshuileur-débourbeur intégrant le contrôle des paramètres pH et couleur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p>

<p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe que le dernier entretien du deshuileur-débourbeur a été réalisé en février 2025 mais il n'a pas été en mesure de le présenter à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection la facture des dernières opérations d'entretien du débourbeur-deshuileur (vidange et curage des boues). L'inspection rappelle que ce dispositif doit être nettoyé au moins et fois par an mais aussi lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 9 : Rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juin 2016, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-</p>

<p>dessus. [...]</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u> Constats sur l'état des rétentions des bungalows de stockage de déchets liquides <u>bungalow de stockage des Déchets Dangereux Spéciaux (DDS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • présence d'eau, de déchets et de boues dans la rétention ; • signes de corrosion excessive de la rétention ; <p><u>bungalow de stockage contenant notamment des huiles alimentaires usagées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • présence de déchets et de boues dans la rétention ; absence d'eau dans la rétention ; • signes de corrosion excessive de la rétention. <p>L'inspection rappelle que toute rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Ces deux conditions ne semblent pas réunies.</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u> Suite à notre visite, l'exploitant nous a indiqué qu'un devis avait été réalisé auprès de l'entreprise ORTEC. L'intervention est prévue courant décembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procéder au nettoyage des rétentions et éliminer les déchets vers des installations autorisées ; • transmettre les BSD associés à l'élimination des déchets issus du nettoyage ; • réaliser une inspection approfondie de l'état des rétentions, notamment de leur étanchéité ; • remplacer ou réparer les rétentions si nécessaire pour assurer leur conformité aux exigences réglementaires ; • justifier que les rétentions sont adaptées aux déchets liquides susceptibles d'être recueillis (notamment acides et bases) ; • mettre en place un programme d'entretien et de contrôle régulier des rétentions et le renseigner sur votre registre de maintenance ; • ne pas utiliser les bungalows ne répondant pas (ou plus) aux exigences réglementaires pour accueillir des déchets liquides susceptibles d'être polluant.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 mai 2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée : « Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p>

la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
la dénomination usuelle du déchet ;
le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :
l'adresse de l'établissement ;
l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :
la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :
la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; [...] »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

L'inspection constate le registre ne retranscrit pas l'ensemble des éléments attendus, il manque notamment :

b) concernant la dénomination, nature et quantité :le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement,les unités de la quantité de déchet sortant (tonne ou en m³);

d) concernant la gestion et le transport du déchet :la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) concernant la destination du déchet :la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de

<p>l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></p> <p>Il est à noter l'absence d'indication du tonnage, du code déchet et de l'exutoire concernant les déchets DDS et les batteries, après examen du registre présenté lors de notre visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compléter le registre des déchets sortants conformément aux dispositions l'arrêté du 31 mai 2021 et retransmettre le registre communiqué à l'inspection avant la visite avec toutes les informations manquantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R541-45</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un seul compte Trackdéchets pour l'ensemble de ses installations, y compris ses déchetteries. Pour distinguer les différentes installations émettant des déchets dangereux, la collectivité renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) avec une adresse différente de celle associée au numéro SIRET du siège. L'inspection informe l'exploitant que chaque installation devrait être gérée comme un établissement distinct, avec un SIRET spécifique et un compte Trackdéchets propre.</p> <p>Les BSD sont correctement renseignés.</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></p> <p>Un délai supplémentaire a été demandé, suite à la transmission du courrier du 3 mars 2025, concernant la création d'un numéro de SIRET et la modification correspondante dans Trackdéchets. Lors de la visite, l'exploitant nous a indiqué qu'un délai de deux mois était nécessaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

- transmettre les nouveaux numéros SIRET de chaque déchetterie exploitée par la Communauté d'Agglomération du Grand Châtellerault ;
- créer un compte Trackdéchets pour chaque déchetterie avec son numéro SIRET associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R541-43

Thème(s) : Situation administrative, Trackdéchets

Prescription contrôlée :

« [...] II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; [...]

À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...] »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :

L'exploitant utilise Trackdéchets pour le site de Naintré mais avec en utilisant numéro siret du siège.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Un délai supplémentaire a été demandé, suite à la transmission du courrier du 3 mars 2025, concernant la création d'un numéro de SIRET et la modification correspondante dans TrackDéchets. Lors de la visite, l'exploitant nous a indiqué qu'un délai de deux mois était nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- transmettre les nouveaux numéros SIRET de chaque déchetterie exploitée par la Communauté d'Agglomération du Grand Châtellerault ;
- créer un compte Trackdéchets pour chaque déchetterie avec son numéro SIRET associé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois